

Depuis le début de la semaine, nombreux sont les élus, les politiques et les commentateurs à s'étonner et à s'offusquer de la réaction des employés d'Air France et à dénoncer la violence qui s'est exprimée.

Beaucoup plus rares sont ceux qui s'étonnent de ce que de tels incidents ne se soient pas produits plus tôt, et que les débordements n'aient pas été plus grave !

Ils ne peuvent pourtant pas dire qu'ils n'ont pas été prévenus !

Durant toute cette année, les salarié-es et retraité-es se sont mobilisé-es à plusieurs reprises dans les secteurs professionnels et au plan interprofessionnel pour exprimer leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent.

Des mobilisations, souvent unitaires, ont été menées par les salarié-es et les retraité-es, exigeant leur juste dû, autour de luttes sur les salaires et pensions.

Des actions se sont développées pour exiger de travailler mieux et moins, d'améliorer les conditions de travail et de réduire la durée du temps de travail, contre les licenciements, pour exiger aussi la pérennisation et la conquête de nouveaux droits (retraites, protection sociale, garanties collectives), le développement des services publics...

En Lozère, c'est plutôt le mouvement inverse qui se produit car, après la fermeture de la trésorerie de Saint Alban au 01/01/2015, ce sont les trésoreries de Villefort, Le Bleygard et Meyrueis qui doivent fermer le 01/01/2016, obligeant les usagers à parcourir jusqu'à 50 km pour voir un interlocuteur de l'administration des finances publiques. Ajoutez à cela la retenue à la source et la télé-déclaration obligatoire et bientôt les seuls contacts avec les services publics se feront par l'intermédiaire d'un écran.

Mais en face des salariés, cédant aux pressions des puissances financières, au MEDEF, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.

Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié-es.

Un nombre incalculable de petites phrases insidieuses de la part de certains ministres tend à remettre en cause la statut de la Fonction Publique et le premier ministre lui-même n'hésite pas à fouler du pied la représentativité syndicale en faisant passer en force le protocole sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations

Alors, dans un contexte où les inégalités se creusent et où la précarité se développe, les organisations syndicales mobilisées aujourd'hui réaffirment leur volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, dans un cadre unitaire le plus large possible.

Elles invitent les salarié-es et retraité-es à amplifier la mobilisation autour d'une plateforme revendicative commune pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires
- Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes
- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage
- Pérenniser et améliorer les garanties collectives
- Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques
- Conforter et promouvoir les services publics.

**Notre colère est légitime, nos revendications doivent être enfin prises en compte !**